

FABIEN ROUSSEL  
DÉPUTÉ DU NORD

Monsieur Bruno LE MAIRE  
*Ministre de l'Économie, des Finances et de  
la Souveraineté industrielle et numérique*  
139 rue de Bercy  
75572 PARIS Cedex 07

ref. : FR 2023 - 082

Bruay-sur-l'Escaut, le 19 avril 2023

Monsieur le Ministre,

Je souhaite attirer votre attention sur la menace de liquidation judiciaire de l'entreprise chimique Synthexim, située à Calais (Pas-de-Calais).

Alors que l'avenir de cette usine et de ses quelque 130 salariés dépend de la décision du tribunal de commerce d'Orléans, dont la décision est attendue le 2 mai prochain, le principal candidat à la reprise du site vient d'annoncer son retrait.

Dans ce contexte, Synthexim risque la disparition à très court terme. Au drame humain que subiraient les salariés et leur famille, s'ajouterait la perte pour notre pays d'un formidable outil de production de composants pharmaceutiques, tels que le disulfirame.

Alors que la France a déjà été amputée d'une grande partie de ses capacités industrielles sur le plan pharmaceutique, comme nos concitoyens ont pu malheureusement le constater durant la pandémie et l'observent encore actuellement avec la pénurie de certains médicaments, l'État ne saurait rester passif face la gravité de la situation pesant sur Synthexim et ses salariés.

Outre les molécules déjà produites dans cette usine, Synthexim dispose des capacités et d'un savoir-faire permettant la fabrication d'autres composants pharmaceutiques, essentiels à des médicaments tels que la ritaline, aujourd'hui indisponible.

C'est la raison pour laquelle je vous appelle solennellement à tout mettre en œuvre afin de préserver cet outil industriel, marquant ainsi la volonté de l'État d'enrayer la désindustrialisation de notre pays, unanimement déplorée.

Dans cette perspective, aucune option ne doit être écartée. Le cas échéant, une nationalisation, même temporaire, de cette entreprise permettrait de sauvegarder un acteur important de notre industrie chimique, aujourd'hui si fragilisée. La sauvegarde de Synthexim s'impose pour ne pas perdre encore davantage nos capacités industrielles.

Comptant sur votre pleine mobilisation pour préserver cette usine et l'emploi de ses salariés, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

*Bien à vous*

Fabien ROUSSEL  
Député du Nord